

«Une campagne décalée»

Philippe Poirier, politologue

Le responsable de la chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg analyse la campagne électorale.

Le Jeudi: «Quel est votre sentiment général sur cette campagne un peu spéciale qui s'achève?»

Philippe Poirier: «Elle s'est déroulée en trois temps. A partir du mois de juillet, on a un gouvernement qui gouverne et une coalition qui n'existe plus. Jusqu'à la fin du mois de septembre, il n'y a pas eu de campagne électorale. Certes, il y a eu quelques congrès au début du mois mais il n'y a pas eu de campagne à proprement parler puisque les programmes politiques ont été publiés très tard.

Le deuxième temps c'est l'idée, défendue et promue par le président du LSAP, d'une coalition à trois avec les verts et les libéraux. Mais on s'aperçoit bien vite que les choses sont compliquées à mettre en place dans cet hypothétique trio. Les libéraux et les verts mènent leur propre jeu. Ils indiquent qu'il faut d'abord des élections avant de former un gouvernement. En annonçant une coalition qui n'est pas certaine, le message délivré à l'électeur est quelque peu troublé.

Le troisième temps, nous le vivons actuellement, avec une avalanche de débats organisés par différents médias, avec des tables rondes – souvent avec les mêmes leaders – qui produisent un discours très stéréotypé. Chacun essaye de s'adresser à son électorat de base pour le mobiliser vers les élections. Ici, comme dans l'avant-campagne, les questions économiques, qui sont pourtant les premières préoccupations des citoyens selon les sondages publiés officiellement, sont peu abordées.»

Perte de confiance

Le Jeudi: «Comment l'expliquez-vous?»

P. P.: «C'est un paradoxe: d'un côté, il y a un électorat motivé par des inquiétudes ou des interrogations sur leur devenir économique personnel et celui du Luxembourg. De l'autre, nous avons une structure politique qui se concentre sur une mobilisation des électeurs de base et sur des changements institutionnels ou éventuellement une coalition à trois, dont plusieurs acteurs ne jouent pas réellement le jeu. C'est vraiment une drôle de campagne. Elle me semble décalée.

Ajoutez à cela une perte de confiance dans la classe politique et les élus, ce qui est un fait nouveau dans le système politique luxembourgeois.»

Le Jeudi: «La classe politique ne comprend-elle pas l'électeur?»

P. P.: «Ce n'est pas qu'elle n'ait pas compris, mais lorsqu'on mène une campagne, on doit amener des propositions fortes.

Le DP a annoncé 10 propositions fortes en économie. On apprécie ou pas, ce n'est pas la question, mais voilà un geste qui semble peut-être compréhensible. Avec les questions de l'avenir de Jean-Claude Juncker, d'une coalition à trois ou d'une réforme institutionnelle, on ne répond pas aux attentes des électeurs. Ce n'est pas moi qui le dis mais les derniers sondages publiés, c'est cela qui est curieux. Or, dans cette campagne, qui a apporté des réflexions aux débats? Ce sont justement des groupes non politiques, comme «5 fir 12», «2030.lu» ou les syndicats. L'OGB-L a rappelé à plusieurs reprises certaines choses qu'il fallait faire, selon lui, dans une perspective économique. Il y a aussi les multiples avertissements de la Ban-

que centrale du Luxembourg, les propositions de la Fedil, ou de l'UËL.

Encore un fois, c'est un décalage. Il y a d'un côté ces groupes d'intérêt qui collent, semble-t-il, à ce qu'attendent les citoyens et de l'autre, des partis politiques qui sont décalés par une trop grande concentration sur ce que sera leur coalition, l'avenir personnel d'un tel, ou ce que sera leur éventuelle réforme institutionnelle qui, si elle est nécessaire, ne semble pas être la priorité des électeurs.

PROPOS RECUEILLIS PAR
OLIVIER TASCH